

Comité gersois pour le développement et la défense du service public de santé : financement des projet d'établissement de santé du département



Comité gersois pour le développement et la défense du service public de santé : financement des projet d'établissement de santé du département

Communiqué gersois pour le développement et la défense du service public de santé au sujet du financement des projet d'établissement de santé du département :

"Financement des projets hospitaliers du Gers : le contre feu de M.Cazeneuve !

Après l'euphorie générée par les annonces de financements pour la construction de nouveaux établissements hospitaliers, à Auch, Lombez et L'Isle Jourdain, l'heure est au mécontentement et aux menaces, car la viabilité des projets est remise en cause.

L'heure est au retour à la réalité.

Les services de l'Etat, le député Caseneuve, des élus locaux, accusent les directions d'établissements de ralentir le montage des dossiers, alors que les financements seraient disponibles et suffisants.

Mais la réalité est toute autre !

Pour l'EHPAD de l'Isle Jourdain, l'aide prévue dans le cadre du « Ségur de la Santé » est de 2,5 M€ alors que la première estimation des travaux est de 14,5 M€. Il faut donc que l'établissement trouve 12 M€ d'autofinancement.

Pour l'hôpital et l'EHPAD de Lombez l'annonce d'aide est à hauteur de plus de 10 M€ pour un coût prévisionnel de 40 M€. La différence de 30 M€ devra être couverte en autofinancement.

Pour la construction d'un nouvel CH à Auch, l'aide de l'État est de 117 M€ et 18 € de la Région Occitanie. Si le budget prévisionnel n'est toujours pas public, on peut toujours estimer l'enveloppe nécessaire à plus de 400 M€. A l'hôpital de trouver le complément !

Aujourd'hui la disparition de la clinique de Gascogne recentre sur le CH public d'Auch toute les activités médicales et chirurgicales du département La prévision est donc une augmentation des capacités d'hospitalisation en nombre et en nature. Le projet de nouvel hôpital doit donc intégrer cette nouvelle donne pour répondre aux besoins des gersois et gersois.

Les aides de l'État sont donc insuffisantes pour ne pas dire insignifiantes, alors que les budgets actuels des établissements sont tous en déficit. 20 M€ pour le CH d'Auch.

Les établissements n'ont pas les capacités d'autofinancements nécessaires pour conduire des projets novateurs appelés à répondre sur des dizaines d'années aux besoins de la population gersoise et à l'évolution des pratiques et des techniques médicales.

Le Comité Gersois pour le développement et la défense du Service Public de Santé, demande donc à l'ARS et ses services locaux, au député Mr Cazeneuve, aux élus locaux, d'arrêter de chercher des boucs émissaires et de s'attacher à élaborer des projets dignes de notre époque et à exiger auprès des services de l'État les financements adéquats.

Le Comité gersois appelle la population à se saisir de ces questions de santé publique, à ne pas les laisser aux soit disant spécialistes des institutions de l'État.

Qui mieux que la population peut parler de ses propres besoins ? La démocratie sanitaire, si maltraitée lors de la crise du COVID, doit devenir une exigence dans la construction des projets sanitaires."